



LA RETRAITE DES MORTS !

Déjà en 1995, Marc Blondel avait pour habitude de dire qu'avec les contre-réformes à répétition on nous préparait la retraite des morts !

Aujourd'hui « grand débat » ou pas, show médiatique avec les maires ou pas, tranquillement les discussions se poursuivent sur l'assurance chômage ou sur les retraites. On n'en parle pas beaucoup mais il y a seulement 48H nous découvrons que le haut commissaire « glissait » dans un texte que ceux qui accepteraient de travailler plus longtemps, après 62 ans, bénéficieraient d'un pourcentage de retraite supplémentaire pouvant aller jusqu'à 3% par an représentant des points supplémentaires puisqu'ils n'abandonnent pas la retraite par points. Seulement voilà, l'âge légal deviendrait 65 voire 67 ans et même davantage, si affinités. En réalité, l'âge de départ est bien remis en cause et même si la retraite est un tout petit peu plus forte, le retraité en profitera beaucoup moins longtemps. Marc Blondel était un visionnaire, c'est bien la retraite des morts qu'on a décidé du côté de ceux qui veulent le « grand débat ». Qu'ils l'intègrent donc dans leur grand débat, que des millions de salariés et de retraités n'en veulent pas de leur contre réforme et qu'ils exigent aujourd'hui le maintien des 42 régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires et le retrait d'une pseudo discussion sur un régime par points universel qui entrainera la fin des 42 régimes et des baisses considérables du niveau des retraites pour les années qui viennent.

Le Président de la République, docteur « es-ours » répondant à un maire dont manifestement il connaissait déjà la question, devait faire les comptes dans le cadre du « grand débat » particulièrement sur le nombre qui s'opposent à la contre-réforme des retraites et à l'assurance chômage qui entraîne contraintes supplémentaires et perte de pouvoir d'achat importante pour les privés d'emploi.

Mais le signe qu'il adresse à ceux qui s'opposent, à ceux qui contestent, à ceux qui ne veulent pas des contre-réformes, c'est « je n'irai pas à Davos » pour réunir immédiatement les chefs d'entreprises sur le plan mondial à ...Versailles.

Nous pensons que chacun a bien compris. On noie le poisson, on semble écouter, on donne le sentiment de se rapprocher du terrain dans le même temps où l'on poursuit une politique dictée par le FMI, la BCE et l'Union Européenne.

Paris, le 22 janvier 2019